

Page d'accueil
Edition du jour

Rechercher

LE JOURNAL: SÉLECTION

Genève
Vaud
Neuchâtel
Suisse
Solidarité
International
Actuel
Culture
Religions
Histoire

Dans la même rubrique

Les anti-TGV portent leur combat dans les rues de Turin (19/12/2005)

Justice en déroute (15/12/2005)

Le «modèle» chinois (14/12/2005)

DOSSIERS

Journée sans achats
Forum alternatif de l'eau
Altermondialisme
Forum Social Mondial
World Economic Forum
Made in USA
L'Etat sous la loupe
Histoire
Egalité
Le Courrier

ARCHIVES

Editoriaux
Enquêtes Architrave
Articles les plus lus
Tous les articles
Recherche

SERVICES

Abonnements
Consultation de l'agenda
Forums
Nous contacter
Les liens
Tarifs annonces

LE COURRIER

Présentation
L'équipe
Charte
Statuts (NAC)
Membres (NAC)
Architrave
Association de lecteurs
Historique
Diversité



...s'abonner

→ International/article

Les anti-TGV portent leur combat dans les rues de Turin

MARIO TOGNI*

Paru le Lundi 19 Décembre 2005



MANIFESTATION - Après des semaines de tension dans le Val di Susa, les opposants à la ligne TGV Lyon-Turin étaient des dizaines de milliers samedi dans la capitale piémontaise pour une journée de protestation.

«Sarà düra», ça sera dur! Deux mots de dialecte piémontais pour signifier fermement au gouvernement Berlusconi qu'il n'imposera pas facilement la ligne ferroviaire à grande vitesse Lyon-Turin aux habitants du Val di Susa (province de Turin). Ils étaient 50000 (30000 selon la police) samedi à donner de la voix dans les rues de Turin au cours d'une grande journée de protestation.

Et ceci malgré les craintes de débordements qui avaient conduit une partie des élus de la vallée à renoncer au cortège, lui préférant une grande fête populaire. Sans incident, la manifestation colorée a rejoint le parc de la Pellerina sous les applaudissements, pour une soirée de spectacles en compagnie de plusieurs personnalités de la péninsule. «On ne pouvait espérer mieux», se sont réjouis des leaders du mouvement.

Ampleur nationale

Depuis plus d'un mois, le mouvement «No-Tav» (anti-TGV en Italien) prend tous les jours de l'ampleur. Au plus grand bonheur des habitants de la paisible vallée piémontaise, qui contestent le projet de ligne à haute vitesse depuis dix ans déjà. Pour des raisons écologiques, sanitaires et financières (le Lyon-Turin coûterait environ 21 milliards d'euros), mais aussi parce que leur «petit territoire est déjà surchargé d'infrastructures», expliquait récemment Antonio Ferrentino, président de la communauté de montagne. «Nous avons déjà une autoroute, deux nationales et une ligne ferroviaire internationale» (lire ci-dessous).

Aujourd'hui, au côté des élus locaux se trouvent les milieux écologistes, des syndicats et les partis Verts et Refondation communiste. «Avec cette manifestation, le mouvement No-Tav n'est plus seulement le vôtre, c'est devenu un mouvement national», lançait à la foule l'humoriste italien Beppe Grillo en fin d'après-midi dans le parc turinois.

«Des visages heureux»

La participation de maires français à la manifestation ne fait que renforcer cette avancée. «Nous sommes solidaires avec les habitants du Val di Susa», déclarait Jean Coquet, président de la communauté de montagne d'Isère. Contredisant ainsi Mercedes Bresso, présidente du Piémont, qui ne cesse de répéter que les Français, notamment les Verts, sont tous favorables au TGV.

Autre illustre invité de la fête, le dramaturge et Prix Nobel de littérature Dario Fo relevait avec humour: «Je suis déçu. En venant, tout le monde m'a demandé si quelque chose s'était produit. Au moins un incident? Rien, il ne s'est rien passé. Mais en réalité, tout s'est passé aujourd'hui. Je n'avait pas vu autant de visages heureux réunis depuis longtemps.»

Du «blitz» policier au dialogue

Il faut dire que depuis quelques semaines la tension est à son comble. Après la grande manifestation du 16 novembre, le gouvernement avait expédié dans la vallée des policiers en grand nombre pour «sécuriser» le commencement des travaux. Très mal vécue, cette «militarisation» avait suscité de nombreux affrontements.

Une colère que l'intervention musclée des forces de l'ordre, dans la nuit du 5 au 6 décembre, contre un campement d'opposants près du chantier n'était pas pour apaiser (lire notre édition du 7 décembre). Quelques jours plus tard, le gouvernement engageait finalement des pourparlers avec les élus locaux et les autorités régionales.

A l'issue de la réunion, une petite victoire. Le début des travaux sera reporté de six mois, en attente de nouvelles évaluations d'impact environnemental. Mais sans pour autant remettre en cause la construction du TGV. Les maires ne signeront donc pas cet accord de «trêve olympique», qui vise, selon eux, à éviter tout incident durant les jeux d'hiver de Turin.

Note : *Avec les agences.

article

«Nos lois ne permettent pas d'évaluer décemment les risques»

MARIO TOGNI

Au sein du «peuple No-Tav», comme les Italiens appellent désormais la multitude d'opposants au TGV Lyon-Turin, se trouvent plusieurs associations écologistes. Legambiente, une des plus importantes en Italie, est partie prenante de ce combat depuis le début. Oscar Margaira, vice-président du comité régional pour le Val di Susa, répond aux questions du Courrier.

Généralement, le transport ferroviaire est plutôt considéré comme écologique. Pourquoi, dans ce cas, êtes-vous opposés à la ligne Lyon-Turin?

Oscar Margaira: D'abord, parce que cette solution est écologiquement dangereuse. Il y a de véritables risques sanitaires pour la région. Egalement en raison des délais de construction (les travaux ne devraient pas être finis avant 2020, ndlr) et de l'existence d'alternatives jamais prises en considération, au profit de projets à fort impact environnemental. Mais surtout parce que des experts des transports affirment que seul 1% du futur trafic routier se reportera sur le rail. Ceci étant dû au fait qu'aucun accord préventif n'existe pour diminuer la part du trafic routier. Enfin, parce que parmi les constructeurs de chemin de fer se trouvent des firmes comme Agip et Fiat!

Quels sont précisément les risques encourus par la population du Val di Susa?

– Il y a des risques liés à la présence d'amiante et d'uranium dans la roche. Des sources d'eau potable se trouvent notamment sur le tracé des tunnels, qui représentent 51% des 253 kilomètres de la ligne. Et ceci dans un massif montagneux plutôt compliqué géologiquement (le tunnel entre Venasus et Saint-Jean de Maurienne, long de 53 kilomètres, deviendrait le plus long d'Europe, ndlr). Les lois italiennes ne permettent pas aujourd'hui d'évaluer décemment les risques et encore moins les coûts d'un tel ouvrage. Les dommages environnementaux ont déjà été énormes, justement à cause du manque de vérifications et de contrôles ponctuels.

Quelles solutions alternatives au TGV préconisez-vous?

– Un renforcement de la ligne ferroviaire existante, qui n'est utilisée aujourd'hui qu'à 40% de ses capacités. Plus généralement, nous aimerions qu'on arrête d'imaginer uniquement des ouvrages «mastodontes», qui ne servent à rien et coûtent énormément. Dans l'immédiat, il faudrait améliorer la ligne actuelle, puis évaluer avec les autorités si d'autres modernisations sont réellement nécessaires.

La liaison étant destinée au transport de marchandises, il semble que les habitants de la vallée n'ont pas grand-chose à en tirer. Selon vous, à qui profiterait-elle?

– Aux constructeurs uniquement. Notamment aux firmes de la famille Lunardi (avant d'être ministre italien des Transports, Piero Lunardi dirigeait la société Rocksoil, impliquée dans les travaux du Lyon-Turin, ndlr) mais aussi à certaines coopératives de constructions, à Fiat, Agip, peut-être à la mafia et à certains politiciens «véreux». Propos recueillis par Mti

Quotidien suisse d'information et d'opinion édité à Genève.

Le Courrier n'a pas de capital, mais il a une richesse: son lectorat. Abonnez-vous
site développé par programmers.ch